

Cote du document:	<u>EB 2007/90/R.9</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>8</u>
Date:	<u>21 mars 2007</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Ressources disponibles pour engagement**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dixième session  
Rome, 17-18 avril 2007

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Carlo M. Borghini**

Contrôleur

téléphone: +39 06 5459 2791

courriel: [c.borghini@ifad.org](mailto:c.borghini@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## **Recommandation d'approbation**

Compte tenu de la situation des ressources estimées au mois de mars 2007, le Conseil d'administration est invité à approuver le recours au pouvoir d'engagement anticipé, comme suit:

Conformément au paragraphe III.17 de la résolution 141/XXIX/Rev.1 du Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration, prenant note du déficit actuel des ressources estimé à 26,3 millions de USD, du fait que les entrées nettes de ressources estimées pour la période de trois mois s'achevant au 31 mars 2007 se montent à 110,6 millions de USD, tandis que le montant des prêts et dons soumis pour approbation est chiffré à 136,9 millions de USD, approuve l'utilisation d'un montant additionnel de 26,3 millions de USD au titre du PEA. Ces chiffres seront actualisés pour la prochaine session du Conseil. En conséquence, le Conseil d'administration autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-dixième session en avril 2007. En outre, le Conseil invite le Président à lui faire rapport à sa prochaine session et aux sessions suivantes sur l'utilisation du PEA et sur les ressources disponibles pour engagement.



## I. Ressources disponibles pour engagement

1. Le Conseil d'administration trouvera pour information, dans les pièces jointes I et II du présent document, des précisions sur les ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire du FIDA au 31 décembre 2006.
2. La pièce jointe II présente l'état détaillé, au 31 décembre 2006, des contributions des États membres expressément exclues des ressources engageables.
3. La pièce jointe III présente des informations sur les prêts et dons soumis à la présente session du Conseil d'administration, qui se montent au total à 91,1 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). Au taux de change en vigueur au 31 décembre 2006, ce montant équivaut à quelque 136,9 millions de USD. La mise à jour de ces chiffres fera l'objet d'un additif qui sera distribué lors de la session.
4. La pièce jointe IV présente les ressources engagées au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) pendant la période qui s'est écoulée de 2001 à 2006, ainsi qu'une analyse plus approfondie des flux nets de ressources estimés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2007. Les entrées nettes pour cette période sont estimées à 110,6 millions de USD. Étant donné que les prêts et dons soumis pour approbation à la session d'avril 2007 du Conseil d'administration représentent globalement environ 136,9 millions de USD, le déficit de ressources qui devra être comblé en recourant au PEA s'établit à 26,3 millions de USD.

### **Le pouvoir d'engagement anticipé et son plafond**

5. À sa vingtième session, en février 1997, le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au pouvoir d'engagement anticipé. Les modalités d'utilisation du PEA durant la période de la septième reconstitution sont définies dans la résolution 141/XXIX/Rev.1. Le plafond du recours au PEA pour la période de la septième reconstitution est fixé selon des principes révisés par rapport à ceux qui ont été appliqués pour la sixième reconstitution, à savoir cinq années au lieu de trois années de rentrées de prêts. Calculé sur la base des estimations actuelles des rentrées de prêts pour la période quinquennale en cours, il serait d'environ 1 030 millions de USD. En vertu de la résolution relative à la septième reconstitution, le total des flux nets pour l'année en cours sera inscrit comme ressources disponibles pour engagement. Le montant éventuellement demandé au titre du PEA à chaque session du Conseil d'administration représentera alors l'excédent des engagements de prêts et de dons par rapport aux ressources disponibles. À la fin de l'année, et compte tenu des ressources nettes disponibles pour engagement ainsi que des montants additionnels utilisés au titre du PEA au cours de l'exercice, le montant du PEA reporté sera ajusté en conséquence. Ainsi, le recours au PEA sera à la fois plus clair et plus transparent. Le montant additionnel utilisé à ce titre au cours d'un exercice donné correspondra à la simple somme des recours approuvés par le Conseil d'administration à ses trois sessions de l'année.

## État des ressources disponibles pour engagement au 31 décembre 2006

(en milliers de USD)

<b>Avoirs en monnaies librement convertibles</b>		
Encaisse et placements	2 414 429	
Billets à ordre – États membres	329 892 <sup>a</sup>	
Autres sommes à recevoir	<u>128 490<sup>b</sup></u>	<u>2 872 811</u>
<b>À déduire:</b>		
Sommes à payer et passif exigible		(169 180) <sup>c</sup>
Mécanisme de financement du développement des programmes: report		(3 879)
Réserve générale		(95 000)
Prêts entrés en vigueur mais non décaissés	(2 090 759)	
Prêts approuvés signés mais non encore entrés en vigueur	(302 504)	
Dons non décaissés	<u>(54 216)</u>	(2 447 479)
Tirages sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (voir pièce jointe II)		<u>(80 898)</u>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>		<b><u>76 376</u></b>
<b>À déduire:</b>		
Prêts non encore signés		(484 698)
Dons non encore signés		<u>(44 994)</u>
<b>Ressources nettes disponibles pour engagement avant report du PEA et flux nets 2006</b>		<b><u>(453 316)</u></b>
<sup>a</sup> Le montant des billets à ordre (329 892 000 USD) est un chiffre brut incluant les provisions de 80 898 000 USD correspondant aux montants mis en recouvrement et non payés. Le montant net des billets à ordre inclus en tant que ressources disponibles pour engagement est de 248 994 000 USD.		
<sup>b</sup> Ce chiffre comprend un montant de 22 884 000 USD représentant des sommes à recevoir sur cessions de valeurs.		
<sup>c</sup> Ce chiffre comprend un montant de 79 429 000 USD représentant des montants à payer sur achats de valeurs.		
<b>Résumé des flux de ressources pendant la période considérée</b>		
PEA reporté nets au 1 <sup>er</sup> janvier 2006		<u>296 022</u>
Flux nets en 2006		<u>(24 306)</u>
PEA approuvé en 2006		<u>181 600</u>
PEA reporté au 31 décembre 2006		<u>453 316</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement		<u>0</u>

## État des ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire au 31 décembre 2006

Montants expressément exclus  
(en milliers de USD)

---

### Programme ordinaire du FIDA

#### Tirages sur des billets à ordre au titre de la contribution initiale qui n'ont pas été réglés

Iran (République islamique d')	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	43 075

#### Tirages sur des billets à ordre au titre de la première reconstitution qui n'ont pas été réglés

Iraq	<u>31 099</u>	31 099
------	---------------	--------

#### Tirages sur des billets à ordre au titre de la deuxième reconstitution qui n'ont pas été réglés

Mauritanie	<u>2</u>	2
------------	----------	---

#### Tirages sur des billets à ordre au titre de la troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés

République populaire démocratique de Corée	600	
Jamahiriya arabe libyenne	6 087	
Mauritanie	<u>25</u>	6 712

### Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification

#### Tirages sur des billets à ordre au titre de la première phase qui n'ont pas été réglés

Mauritanie		<u>10</u>
------------	--	-----------

**Total des montants expressément exclus**

**80 898**

---

## Propositions de prêts et dons présentées à la quatre-vingt-dixième session du Conseil d'administration pour approbation

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>Équivalent en DTS<sup>a</sup></i>
<b>Prêts proposés</b>			
Éthiopie	Programme de développement participatif de la petite irrigation	20 000 000	13 299 000
Kenya	Programme de commercialisation en faveur des petits horticulteurs	23 430 000	15 579 779
République arabe syrienne	Projet de développement rural dans la région du Nord-Est	20 100 000	13 365 495
<b>Total</b>		<b>63 530 000</b>	<b>42 244 274</b>
<b>Dons proposés au titre du cadre pour la soutenabilité de la dette</b>			
Burundi	Projet d'appui au relèvement du secteur de l'élevage	14 000 000	9 309 300
Cambodge	Projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural dans les provinces de Kratie, Preah Vihear et Ratanakiri	9 516 000	6 327 664
Comores	Programme national de développement humain durable	4 654 000	3 094 677
Éthiopie	Programme de développement participatif de la petite irrigation	20 000 000	13 299 000
Guinée Bissau	Projet de réhabilitation rurale et de développement communautaire	4 700 000	3 125 265
Sierra Leone	Programme de financement rural et d'amélioration communautaire	9 880 000	6 569 706
<b>Total</b>		<b>62 750 000</b>	<b>41 725 612</b>
<b>Dons proposés</b>			
FECOPROD	Don au titre du guichet pays spécifique destiné à la Fédération des coopératives de producteurs (FECOPROD) pour le programme de mise en réseau dans le contexte du financement rural au Paraguay	680 000	452 166
Kenya	Programme de commercialisation en faveur des petits horticulteurs	500 000	332 475
ICARDA	Transfert de technologies pour la gestion des ressources naturelles dans la Péninsule arabique	1 500 000	997 425
CIRAF	Système de rémunération des services environnementaux conçu en faveur des pauvres (PRESA)	1 000 000	664 950
ICRISAT	Valorisation du potentiel des légumineuses à grain: aspects économiques et maîtrise des savoirs en Asie	1 400 000	930 930
CRDI	Mise en réseau des savoirs pour l'Asie et le Pacifique (ENRAP)	1 085 000	721 471
IRRI/ADRAO	Atténuation de la pauvreté rurale par l'amélioration de la production rizicole	1 500 000	997 425
ISRIC	Crédits pour l'eau verte	1 500 000	997 425
SECAB	Programme régional pour les populations rurales d'origine africaine en Amérique latine	1 500 000	997 425
<b>Total</b>		<b>10 665 000</b>	<b>7 091 692</b>
<b>Grand Total</b>		<b>136 945 000</b>	<b>91 061 578</b>

<sup>a</sup> Calculé au taux de conversion DTS/USD du 31 décembre 2006, soit 1,50387, sur la base des montants en USD pour les prêts non négociés à ce jour et les dons associés.

## Analyse du recours au pouvoir d'engagement anticipé

	En millions de USD					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Report du PEA en début d'exercice</b>	-	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0
Montant net utilisé au titre du PEA(couverture)	153,7	124,1	53,3	(194,3)	159,2	157,3
<b>Report du PEA en fin d'exercice/période</b>	<b>153,7</b>	<b>277,8</b>	<b>331,1</b>	<b>136,8</b>	<b>296,0</b>	<b>453,3</b>

	En millions de USD	
	de janvier à décembre 2006 <sup>a</sup>	de janvier à mars 2007 (estimation)
<b>1. Ressources disponibles en début de période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Analyse des flux</b>		
Rentrées au titre des prêts	192,9	52,5
Annulations de prêts et de dons	98,9	15,0
Contributions des Membres	240,0	74,3
Contributions au titre de l'Initiative PPTE <sup>b</sup>	8,6	-
Transfert PPTE au Fonds fiduciaire	(10,0)	(10,0)
Produit net des placements	57,9	18,0
Mouvements nets de change	(36,5)	-
Dépenses de fonctionnement, AMACS, plan d'action, MFDP <sup>b</sup>	(111,2)	(26,7)
Paiements au titre des prêts PPTE	(34,6)	(12,5)
<b>2. Total des flux nets</b>	<b>406,0</b>	<b>110,6</b>
<b>3. PEA approuvé dans l'année</b>	<b>181,6</b>	<b>-</b>
<b>4. PEA à approuver = EB 90</b>	<b>-</b>	<b>26,3</b>
<b>5. Engagements au titre des prêts et des dons<sup>c</sup></b>	<b>(563,3)</b>	<b>(136,9)</b>
<b>6. PEA couvert par les rentrées de la période</b>	<b>(24,3)</b>	<b>-</b>
<b>Ressources disponibles en fin de période (=1+2+3+4+5+6)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>7. Montant reporté au titre du PEA (=période précédente)</b>	<b>296,0</b>	<b>453,3</b>
<b>8. PEA reporté (=3+6+7)</b>	<b>453,3</b>	

<sup>a</sup> Chiffres effectifs pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2006.

<sup>b</sup> AMACS = Assurance maladie après cessation de service.

Initiative PPTE = Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés.

MFDP= Mécanisme de financement du développement des programmes.

EB 90 = Quatre-vingt-dixième session du Conseil d'administration (avril 2007).

<sup>c</sup> Y compris les prêts et dons d'un montant de 136,9 millions de USD soumis à l'approbation du Conseil à la présente session.